

---

## Fonds Tropical Forest Forever : aucune raison de s'en réjouir

Le 6 novembre 2025, le président brésilien Lula a présenté le Fonds Tropical Forest Forever (TFFF) aux dirigeants mondiaux réunis à Belém, en Amazonie, à l'occasion de la 30e Conférence annuelle des Nations Unies sur le climat (COP30). Le TFFF sera hébergé par la Banque mondiale. Près de 20 ans plus tôt, d'anciens employés de la Banque mondiale avaient eu l'idée de spéculer sur les marchés financiers afin de lever des milliards de dollars pour la protection des forêts. (1) Le TFFF lancé à Belém, salué par ses promoteurs comme une « grande innovation » pour financer la protection des forêts, trouve donc son origine dans « cette idée » née il y a près de 20 ans.

### **Une proposition de la Banque mondiale visant à réduire les contributions des pays industrialisés à la protection des forêts tropicales**

Les anciens employés de la Banque mondiale à l'origine du concept avaient mis en avant ce qu'ils considéraient comme un avantage majeur de leur proposition : cela permettrait de mobiliser des fonds « sans grever les finances des pays sponsors ». En d'autres termes, les pays industrialisés pourraient réduire leurs contributions à la protection des forêts dans le Sud global. Comme cet article l'explique plus loin, le Fonds Tropical Forest Forever lancé à Belém devrait fonctionner de la même manière : **les fonds que le TFFF espère mobiliser proviendraient principalement des pays du Sud eux-mêmes, et non des pays industrialisés ou des investisseurs fortunés.** Le réseau Third World Network a souligné ce « paradoxe du financement [du TFFF] : les revenus destinés à récompenser la conservation des forêts tropicales proviennent en grande partie des pays en développement eux-mêmes, via leur service de la dette et leurs paiements aux investisseurs internationaux ». (2)

### **Le TFFF est une affaire d'argent – mais d'où vient cet argent ?**

Bien que le Fonds Tropical Forest Forever (TFFF) soit l'élément le plus visible de l'initiative, il dépend entièrement d'une autre entité juridiquement distincte, au cœur même de l'idée du TFFF : le **Fonds d'investissement pour les forêts tropicales (TFIF)**. Le TFFF ne ferait que redistribuer une (petite) partie des bénéfices aux pays dotés de forêts tropicales, bénéfices que le TFIF espère générer en investissant sur les marchés financiers. Toutes les décisions importantes quant à la manière de générer les milliards de dollars que le TFFF entend distribuer seront prises au sein du TFIF, où le processus décisionnel sera dominé par ceux qui apportent les fonds, et non ceux qui protègent la forêt. Le TFIF reproduit ainsi les structures décisionnelles colonialistes du système financier mondial.

Le TFFF repose sur l'idée que l'argent peut stopper la déforestation. Cette focalisation sur l'argent comme moyen de protéger les forêts repose sur l'hypothèse (simpliste) adoptée par le TFFF selon laquelle les forêts tropicales sont détruites parce qu'aucune valeur financière n'est attachée à leur protection. C'est ce que le TFFF promet de changer, en versant aux pays dotés de forêts tropicales environ 4 USD par hectare à titre d'incitation pour éviter la déforestation. Le rôle du TFIF est de

---

mobiliser les fonds que le TFFF promet aux gouvernements du Sud global en échange d'une réduction de la déforestation.

Le TFIF cherche à mobiliser ces fonds en fonctionnant comme une banque : il espère emprunter des fonds puis les investir de manière à dégager des bénéfices. Donc, pour commencer, le TFIF doit lever des fonds. Ses promoteurs ont calculé qu'au total, il lui faudra 125 milliards USD pour pouvoir verser 4 USD par hectare aux pays remplissant les conditions requises pour recevoir des paiements en échange de la protection des forêts tropicales. (3) Sur ces 125 milliards, 25 milliards USD devraient provenir de sources publiques, principalement des contributions des gouvernements du Nord global et de philanthropes tels que la Fondation Minderoo, soutenue par le milliardaire australien Andrew Forrest, magnat des mines. (4) Ces fonds publics peuvent prendre la forme de subventions, mais il s'agira plus probablement de prêts à long terme, ce qui signifie que les gouvernements du Nord tireront également profit de leurs contributions et récupéreront leur mise au bout de quelques décennies. Le TFIF devra obtenir au moins une part significative de ces fonds publics s'il veut commencer à mobiliser les 100 milliards USD de capitaux privés. Pourquoi ? Parce que les fonds publics serviront à garantir les risques liés aux capitaux privés. Sans ces fonds publics comme tampon contre les risques, le coût d'emprunt de 100 milliards USD de capitaux privés serait bien plus élevé.

Une fois que le TFIF aura obtenu le montant total prévu de 125 milliards USD (ou un montant inférieur, si le TFIF ne parvient pas à réunir l'intégralité de ce chiffre), ses gestionnaires deviendront eux-mêmes des « investisseurs » sur les marchés financiers mondiaux, prêtant ces 125 milliards USD empruntés à des gouvernements et à des entreprises ayant besoin de liquidités. L'hypothèse sur laquelle repose le TFFF est que les gestionnaires du TFIF **réussiront à dégager, grâce à leurs investissements, des bénéfices supérieurs au montant des commissions que le TFIF devra verser** à ses propres « investisseurs », c'est-à-dire à ceux qui lui ont fourni les 125 milliards USD. Si ce pari fonctionne, il restera de l'argent à transférer au TFFF pour qu'il le reverse aux pays dotés de forêts tropicales. Mais c'est une hypothèse très hasardeuse. Plusieurs économistes pensent qu'une fois réglées toutes les factures – notamment les salaires – liées au fonctionnement du TFIF, et une fois les « investisseurs » rémunérés pour avoir prêté leurs fonds au TFIF, il pourrait ne rester que très peu d'argent, voire aucun, à verser aux pays forestiers tropicaux. (5)

Image

---

## Arguments pour rejeter le TFFF

Il existe de nombreuses raisons de rejeter le TFFF. Le texte ci-dessous en met deux en avant : le fait que le TFFF repose sur un système financier mondial capitaliste et donc fondamentalement injuste, dans lequel les pays du Sud global sont écrasés par une dette insoutenable, et le fait que la proposition conduira non pas à moins, mais à davantage de déforestation. D'autres arguments sont abordés dans les documents mentionnés à la fin de cet article.

### **1 - Le TFFF repose sur un système financier capitaliste, donc fondamentalement injuste, dans lequel les pays du Sud global sont écrasés par une dette insoutenable.**

Deux aspects de ce système financier mondial fondamentalement injuste sont particulièrement importants. Le premier est que, pour les gouvernements et les sociétés du Sud global, il est beaucoup plus coûteux d'emprunter en dollars américains que pour les gouvernements et les entreprises du Nord global. En effet les taux d'intérêt pratiqués dans le Sud global sont plus élevés, et les fluctuations des taux de change sont plus importantes. C'est l'une des raisons pour lesquelles le TFIF sera enregistré dans le Nord global, probablement aux États-Unis : il paiera beaucoup moins cher pour emprunter les 125 milliards USD en étant enregistré aux États-Unis que s'il était enregistré dans un pays du Sud global (emprunter la même somme en reais brésiliens ou en pesos argentins, par exemple, serait aussi bien plus coûteux). Il pourra également générer davantage de bénéfices en prêtant ces 125 milliards à des gouvernements et à des sociétés du Sud global, qui doivent payer des taux d'intérêt élevés pour emprunter en dollars américains (en plus d'être confrontés à des risques de change élevés). **Cette différence de coût d'emprunt entre les gouvernements et sociétés du Nord et ceux du Sud est au cœur du système financier mondial, et elle constitue la base du modèle économique du TFIF. Ce dernier doit exploiter cette injustice impérialiste du système financier pour générer les profits qu'il espère réaliser.**

La deuxième injustice sur laquelle se fonde le TFIF pour mobiliser des fonds est le poids écrasant de la dette des pays du Sud global. De nombreux facteurs expliquent cette crise de la dette : le lourd fardeau de la dette qui avait été imposée aux pays nouvellement indépendants par leurs anciens colonisateurs, des régimes commerciaux impérialistes qui réduisent les pays du Sud global au rôle d'exportateurs de matières premières à bas prix, les politiques néolibérales d'ajustement structurel et de « développement » de la Banque mondiale, ainsi que le système financier mondial qui privilégie les monnaies du Nord global, comme indiqué plus haut. (6) Du fait du fardeau de la dette, les pays du Sud global sont pris au piège d'un cercle vicieux qui les amène à continuellement emprunter à des conditions défavorables, simplement pour rembourser les intérêts de leur dette, tandis que celle-ci ne cesse de croître. Pour les populations, cela se traduit notamment par des coupes dans les services publics ou leur privatisation.

L'annulation de cette dette illégitime est une revendication de longue date des pays du Sud global. Elle permettrait de libérer bien plus que les 4 USD par hectare de forêt que le TFFF pourrait verser aux pays dotés de forêts tropicales. **Mais au lieu de soutenir l'annulation de la dette, le modèle du TFFF dépend du maintien – et même de l'aggravation – de ce fardeau !** C'est pourquoi, au final, l'argent que le TFFF espère distribuer pour la conservation des forêts tropicales provient en grande partie des pays du Sud global eux-mêmes, via le service de leur dette et les paiements

---

versés aux investisseurs internationaux, dont le TFIF, dans le cas présent. Pire encore, seule une petite partie des bénéfices que le TFIF cherche à extraire du Sud global sera reversée au TFFF ; la majeure partie des bénéfices escomptés servira à financer le fonctionnement du TFIF et à rémunérer les investisseurs – en majorité issus du Nord global – qui prêtent 125 milliards USD au TFIF. Comme l'a souligné The Corner House : « Globalement, le dispositif [du TFFF] vise à transférer la richesse du Sud vers le Nord. » (7)

## **2 – Plus – et non moins – de destruction des forêts**

Pour plusieurs raisons, **le TFIF/TFFF conduira probablement à une augmentation, et non une diminution, de la déforestation.**

Premièrement, comme tant d'initiatives internationales de politique forestière précédentes qui promettaient de « sauver les forêts tropicales », le TFFF ne propose aucun plan crédible pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents et aux causes structurelles de la déforestation. Il n'avance aucune mesure efficace pour stopper l'expansion des mégaprojets d'infrastructures tels que les barrages hydroélectriques qui inondent de vastes zones forestières, ou l'autoroute BR-319 au Brésil, qui traverse l'Amazonie. (8) Le TFFF ne présente pas non plus de propositions concrètes pour mettre fin à la destruction des forêts liée à l'exploitation minière, à l'exploitation forestière industrielle ou à l'expansion des plantations en monoculture, qu'il s'agisse de soja, de palmier à huile ou d'arbres ; il ne propose pas davantage de plan pour stopper la destruction des forêts liée à l'exploration pétrolière ou à l'extraction du charbon.

Deuxièmement, l'affirmation du TFFF selon laquelle des paiements annuels de 4 USD par hectare seraient « suffisamment élevés pour rivaliser avec les dynamiques de l'économie politique existantes qui entraînent la déforestation » est infondée. Le TFFF n'apporte aucune preuve à l'appui de cette affirmation ridicule qui relève au mieux d'un vœu pieux et, au pire, d'une plaisanterie cynique. La production de soja, la production d'huile de palme, ainsi que d'autres secteurs qui contribuent à la destruction des forêts, tels que le pétrole, l'exploitation minière et les infrastructures, bénéficient d'un soutien politique et financier massif ainsi que d'incitations de la part de leurs gouvernements respectifs. Les producteurs de soja au Brésil, par exemple, pourraient réaliser plus de 360 USD de bénéfices par hectare pour la récolte 2024/2025. (9) C'est pourquoi de nombreuses industries extractives continuent de battre des records de production année après année.

Troisièmement, le TFIF risque d'encourager la déforestation afin d'atteindre ses prévisions de bénéfices. Les marchés financiers dans lesquels le TFIF investira ne prospèrent que dans une économie capitaliste en expansion. Les marchés obligataires – la partie des marchés financiers dans laquelle le TFIF investira principalement – ont été inventés pour mobiliser les fonds nécessaires à la création de grands projets industriels rentables et soutenus par l'État. C'est leur raison d'être. (10) Ils fournissent des capitaux pour de grands projets énergétiques, la production à grande échelle de papier et de cellulose, l'exploitation minière ou l'agrobusiness. Aujourd'hui, bon nombre de ces activités – barrages hydroélectriques, extraction de nickel pour les batteries, etc. – sont qualifiées de « propres » ou « vertes », alors qu'elles sont, par définition, à l'origine de destructions de grande ampleur. Sans injecter de fonds dans ce cycle de destruction, le TFIF ne peut pas générer les profits qu'il espère ensuite reverser au TFFF pour financer la « conservation des forêts ». Le modèle économique du TFIF repose donc sur des investissements dans les types mêmes d'activités industrielles qu'un fonds censé lutter contre la déforestation devrait chercher à arrêter, et non à financer.

## **3 - Même logique que REDD**

---

Le programme REDD continuera de nuire aux populations forestières, en opérant parallèlement au TFFF. Les partisans du TFFF ont clairement indiqué que pour une seule et même forêt, un gouvernement pourrait recevoir 4 USD par hectare du TFFF, tandis qu'une entreprise privée spécialisée dans le carbone pourrait y mener un projet REDD, ou que le gouvernement pourrait vendre des crédits carbone via un programme REDD juridictionnel. Le TFFF est censé apporter un financement complémentaire en sus du programme REDD, et non remplacer les financements carbone, l'argument étant que les fonds alloués à la conservation des forêts via REDD seraient insuffisants. (11)

Mais le TFFF entend fonctionner selon la même logique que REDD : transformer la crise climatique en opportunités commerciales pour le capital financier tout en transférant ses coûts, ses risques et ses impacts sur les populations. Comme REDD, le TFFF accélère la financiarisation des forêts, ce qui transfère aux capitaux financiers, plutôt qu'aux populations forestières, un contrôle croissant sur ce qui peut ou ne peut pas être fait dans une forêt.

## **Une mobilisation croissante contre le TFFF, machine d'extraction de richesses**

De nombreux manifestes et pétitions s'opposant au TFFF critiquent sa proposition de lever des fonds en s'appuyant précisément sur les marchés financiers et les régimes commerciaux mondiaux qui ont extrait richesses et matières premières du Sud global, tout en maintenant ces pays dans la pauvreté et en les écrasant sous le poids d'une dette insoutenable. Ils soulignent qu'au lieu d'exiger des pays industrialisés qu'ils paient leur dette climatique historique ou libèrent des fonds en annulant la dette illégitime qui pèse sur les pays du Sud global, le TFFF renforce la dépendance à l'égard de ce système financier mondial structurellement injuste et lie la protection des forêts aux intérêts des marchés financiers sous contrôle de la Banque mondiale.

Dans le **Manifeste pour la défense des territoires et de la souveraineté alimentaire contre les marchés de la nature**, 55 organisations d'agriculteurs, de pêcheurs, de peuples autochtones et d'afro-descendants, mouvements sociaux, collectivités territoriales et militants des droits humains et de l'environnement de 14 pays d'Amérique latine et des Caraïbes « dénoncent les mécanismes de financiarisation dans le cadre de la politique climatique, en particulier le Fonds Tropical Forest Forever (TFFF) ». Le manifeste souligne qu'en raison de la manière dont le TFFF entend collecter les fonds qu'il espère verser aux pays dotés de forêts tropicales, « ce sont en fin de compte les contribuables du Sud global eux-mêmes qui devront financer la protection des forêts historiquement déboisées par les entreprises des pays du Nord et, qui plus est, garantir les rendements des élites financières ». (12) **Le Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST)** brésilien note que « même si le fonds est présenté comme une grande innovation, il représente une extension de la financiarisation de la nature dans les forêts tropicales. Il ne résout pas les problèmes centraux comme la déforestation et les incendies dans ces biomes, et il transforme les forêts en actifs financiers, qui servent à garantir un profit maximal aux investisseurs du Nord global. » (13) La coalition **Africa Make Big Polluters Pay**, qui compte 32 membres, a exhorté les dirigeants mondiaux à rejeter cet « instrument de profit déguisé en action climatique » et a souligné que « même 1 % des dépenses militaires mondiales fournirait six fois le montant annuel que le TFFF prévoit de verser, sans exposer les pays à des risques financiers ». (14) **La Campagne mondiale pour la justice climatique (Global Campaign to Demand Climate Justice, DCJ)** rejette le TFFF, « une fausse solution qui accentue la financiarisation et la marchandisation des forêts au lieu de les protéger ». (15) **La déclaration des organisations de la société civile sur le lancement du Fonds Tropical Forests Forever (TFFF)**, publiée par la Coalition mondiale des forêts et signée par plus de 200 organisations (au 24 novembre 2025), souligne que « la Banque mondiale aura une influence

---

considérable sur le TFFF ». (16) Dans leur **note de position sur le TFFF, Les Amis de la Terre International** soulignent que la structure institutionnelle du TFFF « reproduit des schémas coloniaux dans lesquels les pays du Sud, et en particulier leurs communautés forestières, deviennent des bénéficiaires passifs de décisions prises par les pays et centres financiers du Nord concernant leurs territoires et leurs ressources naturelles ». L'organisation « exige l'annulation de la dette, des réparations historiques pour la dette climatique due par les pays du Nord, et s'oppose aux mécanismes qui exacerbent la dette injuste des pays du Sud ». (17) La déclaration « **Disons STOP au TFFF maintenant !** », signée par plus de 200 organisations de 43 pays (au 24 novembre 2025), dénonce le fait que « le TFFF ferait passer les riches investisseurs qui profitent de la déforestation pour des défenseurs des forêts » et « renforcerait implicitement des schémas de destruction capitalistes, racistes, colonialistes et patriarcaux ». (18)

## **La résistance continue tandis que les partisans du TFFF peine à lever des fonds**

Les efforts déployés par le gouvernement brésilien pour obtenir des annonces de financement de 25 milliards USD lors de la COP30 n'ont pas porté leurs fruits : moins de 25 % de ce montant a été annoncé, dont seule une petite partie sous forme d'engagements inconditionnels. (19) Néanmoins, les partisans du TFFF continuent de promouvoir cette proposition. Une nouvelle échéance pour garantir un financement initial réduit d'au moins 10 milliards USD a été fixée pour fin 2026, et certains partisans affirment que le fonds pourrait également fonctionner avec seulement 50 milliards USD. Ses détracteurs soulignent qu'un tel « Mini-TFFF » coûterait tout de même environ 200 millions USD par an en frais et coûts administratifs, et qu'il « pourrait en définitive financer ses propres frais plutôt que les forêts ».

Tant que la menace du TFFF reste sur la table, il est important de continuer à expliquer pourquoi il doit être arrêté et pourquoi il ne mettra pas fin à la déforestation. Ci-dessous, nous avons répertorié quelques ressources qui vous aideront à expliquer pourquoi il n'y a aucune raison de se réjouir du lancement du TFFF et pourquoi il est important de dire non à cette nouvelle politique forestière internationale autoritaire, qui renforce l'oppression capitaliste et colonialiste et exploite le fardeau écrasant de la dette des pays du Sud global.

Ressources offrant plus d'arguments pour rejeter la proposition de financiarisation accélérée des forêts du Fonds Tropical Forest Forever.

- Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : [Le TFFF : Un nouveau piège pour les populations et les forêts du Sud global](#)
- The CornerHouse : [Spoils of a Continuing Colonialism: The Tropical Forest Forever Facility.](#)
- Coalition mondiale des forêts (GFC) : [NON au TFFF, OUI aux droits des forêts.](#)
- [Amis de la Terre International : Analyse du TFFF \(Tropical Forest Forever Facility\) Un document d'orientation des Amis de la Terre International.](#)
- Movimento Sem Terra (MST): [TFFF: por que não devemos celebrar o colonialismo verde sobre nossas florestas?](#)
- La déclaration « Disons STOP au TFFF maintenant ! » est toujours ouverte à la signature des organisations, mouvements et collectifs. Elle est disponible ici : <https://www.wrm.org.uy/fr/node/20790>

## **Références**

(1) Pour plus de détails, voir ['The Tropical Forests Forever Facility: "The worst conservation fund ever?" sur REDD-Monitor.](#)

(3) Pour plus de détails sur le « critère de déforestation » que les pays doivent satisfaire avant de

---

pouvoir prétendre à des paiements, voir le chapitre « Quelle est la probabilité que les pays dotés de forêts tropicales satisfassent au "critère de déforestation" ? » dans la publication du WRM intitulée « [Le TFFF : Un nouveau piège pour les populations et les forêts du Sud global](#)

(4) REDD-Monitor. [The Tropical Forest Forever Facility has raised just over US\\$2 billion. Almost entirely from Brazil and Indonesia.](#)

(5) REDD-Monitor. [The Tropical Forest Forever Facility has raised just over US\\$2 billion. Almost entirely from Brazil and Indonesia.](#)

(6) Voir par exemple : [Jubileu Sur Brasil. Brasil, 200 anos de \(in\)dependência e dívida](#) ou Debt Justice. Colonialism and Debt. Colonialism and Debt. The global economy is shaped by a history of exploitation. Learn more about the links [between colonialism and debt.](#)

(7) The CornerHouse. [Spoils of a Continuing Colonialism: The Tropical Forest Forever Facility.](#)

(8) Philip Fearnside. [The mire of Brazil's BR-319 highway: Deforestation, development, and the banality of evil \(commentary\).](#)

(9) DW, 2025. Desmatamento para cultivo de soja volta a assombrar Amazônia. [www.dw.com/pt-br/desmatamento-para-cultivo-de-soja-volta-a-assombrar-floresta-amazônica/](#) et IMEA, Senar MT, 2025. « [Le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement \(EBITDA\) du soja dans le Mato Grosso a affiché une reprise lors de la récolte 2024/25 par rapport au cycle précédent, atteignant 1 961,45 BRL \[363,65 USD\] par hectare](#) ». (p. 16).

(10) WRM Bulletin 257. [Le monde de la spéculation et les titres verts.](#)

(11) Christ REDD Monitor. [The Tropical Forest Forever Facility has raised just over US\\$2 billion. Almost entirely from Brazil and Indonesia.](#)

(12) [Manifesto in defense of territories and food sovereignty against nature markets, 2025.](#)

(13) MST, 2025. [TFFF: por que não devemos celebrar o colonialismo verde sobre nossas florestas?](#)

(14) Businessday, 2025. [African bloc rejects Brazil's \\$125bn forest fund over fears of corporate capture.](#)

(15) DCJ, 2025. [Quotesheet: Tropical Forest Forever Facility or The Fake Forest Fund?](#)

(16) GFC, 2025. [NON au TFFF, OUI aux droits des forêts.](#)

(17) Amis de la Terre International, 2025. [Analyse des Amis de la Terre International du TFFF \(Tropical Forest Forever Facility\)](#)

(18) [Disons STOP au TFFF maintenant !](#)

(19) REDD-Monitor. [The Tropical Forest Forever Facility has raised just over US\\$2 billion. Almost entirely from Brazil and Indonesia.](#)